

**GUIDE INTERNATIONAL
DE COOPERATION JUDICIAIRE EUROPEENNE**

**Visant à permettre la conclusion de protocoles de coordination entre
syndics de procédures principale(s) et secondaire(s) d'insolvabilité**

Ouvertes en application du règlement européen n° 1346-2000 du 29 mai 2000

PREAMBULE

Ce traité sert de cadre général aux syndics soucieux de conclure entre eux un protocole ayant pour finalité de définir un mode opératoire pratique permettant la coordination effective des procédures d'insolvabilité principale et secondaires dont ils ont la charge.

Les protocoles de coopération signés entre les syndics de différents pays de l'Union européenne doivent respecter les principes généraux de fonctionnement du règlement n° 1346-2000 du 29 mai 2000 à savoir :

- Confiance mutuelle,
- Respect du devoir d'information et de coopération tel que défini par l'article 31 du règlement (CE),
- Subordination relative de la procédure secondaire à la procédure principale.

Le présent traité propose d'arrêter les modalités pratiques de traitement du passif (première partie) et des éléments d'actif (deuxième partie) du débiteur faisant l'objet de plusieurs procédures d'insolvabilité ouvertes concurremment dans différents pays de l'Union européennes.

PLAN

PREMIERE PARTIE : MODALITES PRATIQUES DE TRAITEMENT DU PASSIF

A. Modalités pratiques de traitement des invitations à déclarer

1. Avertissement adressés aux créanciers
directement
2. Avertissements adressés aux autres
syndics directement

B. Modalités pratiques de traitement des déclarations de créances

1. Modalités pratiques de mise en place
des déclarations croisées
2. Modalités pratiques de vérification des
créances déclarées

C. Modalités de prise en charge des frais de justice

DEUXIEME PARTIE :

MODALITES PRATIQUES DE TRAITEMENT DES ELEMENTS D'ACTIF

A. Le traitement de la réalisation des actifs dans le temps

1. La préparation de la cession par la
coordination des procédures entre elles
 - a) Règles générales de coopération entre les
syndics
 - b) Règles particulières de coopération entre les
syndics en fonction du type de procédure

PIANO

PRIMA PARTE: MODALITÀ PRATICHE DI TRATTAMENTO DEL PASSIVO

A. Modalità pratiche di trattamento degli inviti a dichiarare

1. Avvertimenti inviati direttamente ai
creditori
2. Avvertimenti inviati direttamente agli
altri curatori

B. Modalità pratiche di trattamento delle dichiarazioni di credito

1. Modalità pratiche di attuazione delle
dichiarazioni incrociate
2. Modalità pratiche di verifica dei crediti
dichiarati

C. Modalità di addebito delle spese giudiziarie

SECONDA PARTE:

MODALITÀ PRATICHE DI TRATTAMENTO DELL'ATTIVO

A. Il trattamento della realizzazione dell'attivo nel tempo.

1. La preparazione del trasferimento
mediante il coordinamento delle procedure
tra loro.
 - a) Regole generali di cooperazione tra i curatori
 - b) Regole particolari di cooperazione tra i
curatori in funzione del tipo di procedura

2. Le mode opératoire de cession des actifs

B. Le traitement de la distribution du produit des réalisations d'actifs

PREMIERE PARTIE : MODALITES PRATIQUES DE TRAITEMENT DU PASSIF

A. Modalités pratiques de traitement des invitations à déclarer

1. Avertissement adressés aux créanciers directement

► Pour permettre la mise en œuvre de l'article 32.1 du Règlement, à savoir que tout créancier peut produire sa créance à la procédure principale et à toute procédure secondaire, il faut prévoir une information préalable des créanciers du débiteur.

► Forme : l'obligation d'informer les créanciers est réglementée par l'article 40.2 du Règlement, texte qui précise le contenu que doit revêtir l'avis individualisé à déclarer :

- les délais à observer
- les sanctions prévues en cas d'absence de déclaration ou de déclaration tardive
- l'identité de l'organe habilité à recevoir la production de la créance
- l'obligation faite ou non aux créanciers privilégiés d'avoir à déclarer

► Périmètre : le syndic d'une procédure d'insolvabilité doit informer sans délai les créanciers connus qui ont leur résidence habituelle, leur domicile ou leur siège dans les autres Etats membres.

2. Le modalità di trasferimento dell'attivo.

B. Il trattamento della distribuzione del ricavato della realizzazione dell'attivo

PRIMA PARTE: MODALITÀ PRATICHE DI TRATTAMENTO DEL PASSIVO

A. Modalità pratiche di trattamento degli inviti a dichiarare

1. Avvisi inviati direttamente ai creditori

► Al fine di permettere l'applicazione dell'articolo 32.1 del Regolamento, secondo il quale ogni creditore può insinuare il suo credito nella procedura principale e in qualsiasi procedura secondaria, è necessario prevedere un'informazione preliminare dei creditori del debitore.

► Forma: l'obbligo di informare i creditori è regolamentato dall'articolo 40.2 del Regolamento, testo che precisa il contenuto che deve rivestire l'invito individualizzato a dichiarare:

- I termini da rispettare,
- le sanzioni previste in caso di mancata dichiarazione o di dichiarazione tardiva,
- l'organo o l'autorità legittimati a ricevere l'insinuazione del credito,
- l'obbligo o il non obbligo imposto a creditori privilegiati di dichiarare.

Sans autres précisions de l'article 40.1 du Règlement, le présent accord prévoit les modalités suivantes de mise en œuvre de l'article 40 du Règlement :

- Le syndic de la procédure principale, dans la mesure où il a un contact direct avec le dirigeant et les services comptables du débiteur, adresse un avis à déclarer conforme aux dispositions de l'article 40 (2) du Règlement à tous les créanciers sans exception.
- Cet avis prend la forme d'une note individualisée précisant les formalités exigées et sanctions prévues par la loi applicable à la procédure principale.
- Le syndic de la procédure secondaire invite les créanciers locaux – et eux seulement – à déclarer leur créance dans la procédure secondaire.
- Par créanciers locaux, le présent accord entend les créanciers connus de l'établissement secondaire ou de la filiale, y compris ceux résidant éventuellement à l'étranger et dont la liste est fournie au syndic de la procédure secondaire par le responsable de cet établissement ou de cette filiale.

2. Avertissements adressés aux autres syndics directement

► Pour permettre la mise en œuvre de l'article 32.2 du Règlement, à savoir que tout syndic principal ou secondaire peut produire dans les autres procédures les créances déjà produites dans la procédure pour laquelle il a été désigné, le présent accord prévoit une information réciproque des syndics entre eux :

- Le syndic de la procédure principale adresse un avertissement à déclarer aux syndics des procédures secondaires pour

► **Ambito di competenza:** il curatore di una procedura d'insolvenza deve informare senza ritardo i creditori conosciuti che hanno la residenza abituale, il domicilio o la sede in una altro Sato membro.

Senza le altre precisazioni dell'articolo 40.1 del Regolamento, il presente accordo prevede le seguenti modalità di applicazione dell'articolo 40 del Regolamento:

- Il curatore della procedura principale, nella misura in cui ha un contatto diretto con il dirigente e i servizi di contabilità del debitore, trasmette un invito a dichiarare, conforme alle disposizioni dell'articolo 40 (2) del Regolamento, a tutti i creditori, nessuno escluso.
- Questo invito ha la forma di una nota individualizzata, che precisa le formalità richieste e le sanzioni previste dalla legge applicabile alla procedura principale.
- Il curatore della procedura secondaria invita i creditori locali – e soltanto essi – a dichiarare il loro credito nella procedura secondaria.
- Per creditori locali, il presente accordo, intende i creditori conosciuti della sede secondaria o della filiale, ivi compresi coloro che risiedono eventualmente all'estero e di cui la lista è fornita al curatore della procedura secondaria dal responsabile di tale sede o di tale filiale.

2. Avvertimenti indirizzati direttamente

qu'ils puissent déclarer.

- Les syndics des procédures secondaires adressent également un avertissement à déclarer au syndic de la procédure principale pour que celui-ci puisse procéder à la déclaration globale des créances produites dans la procédure principale.
- Les syndics s'échangent la liste des créanciers auxquels un avertissement à déclarer a été adressé afin d'identifier quels sont ceux qui ont reçu un avis de la part des deux syndics.

B. Modalités pratiques de traitement des déclarations de créances

1. Modalités pratiques de mise en place des déclarations croisées

► Le Règlement prévoit la possibilité de procéder à des déclarations multiples et croisées :

- par application de l'article 32.1, tout créancier peut produire à titre individuel sa créance dans la procédure principale et dans la ou les procédures secondaires.
- par application de l'article 32.2, chaque syndic peut produire de manière globale le passif déclaré entre ses mains dans les autres procédures ouvertes dans la mesure où cette production est utile aux créanciers qu'ils représentent.

► Le présent accord organise les modalités pratiques de mise en place de ces déclarations croisées :

- chaque syndic conserve le détail des déclarations reçues par lui. Le cas échéant, il adressera, sur demande spéciale de(s) autre(s) syndic(s), le détail des déclarations dont ce(s) dernier(s) souhaite(nt) obtenir une communication détaillée.

agli altri curatori

► Per permettere l'applicazione dell'articolo 32.2 del Regolamento, il quale stabilisce che ogni curatore principale o secondario può insinuare nelle altre procedure i crediti già insinuati nella procedura alla quale egli è stato preposto, il presente accordo prevede un'informazione reciproca dei curatori fra loro:

- Il curatore della procedura principale trasmette un invito a dichiarare ai curatori delle procedure secondarie, affinché questi possano compiere la loro dichiarazione.
- I curatori delle procedure secondarie, allo stesso modo, inviano al curatore della procedura principale un invito a dichiarare affinché questi possa procedere alla dichiarazione globale dei crediti insinuati nella procedura principale.
- I curatori si scambiano la lista dei creditori ai quali è stato inviato un invito a dichiarare al fine di identificare quali sono quelli che hanno ricevuto un avviso da parte dei due curatori.

B. Modalità pratiche di trattamento delle dichiarazioni dei crediti

1. Modalità pratiche di attuazione delle dichiarazioni incrociate.

► Il Regolamento prevede la possibilità di procedere con dichiarazioni multiple e incrociate:

- Ai sensi dell'art. 32.1, secondo il quale ogni creditore può insinuare, a titolo individuale, il suo credito nella procedura principale e/o nella/e procedure secondarie.
- Ai sensi dell'articolo 32.2, ogni curatore può insinuare in maniera globale il passivo a lui dichiarato nelle altre procedure aperte, nella misura in cui tale insinuazione di utilità per creditori che egli rappresenta.

- chaque syndic se contente d'adresser aux autres syndics une liste récapitulative des créances déclarées dans sa procédure. Cette liste est énumérative et pour chaque créancier qui y figure doivent apparaître l'adresse, le montant admis et la nature de la créance déclarée ainsi que les éventuelles sûretés et autres privilèges qui l'accompagnent.

- chaque syndic précise impérativement si cette liste est celle d'un passif seulement déclaré ou si cette liste est celle d'un passif vérifié et définitivement arrêté. Dans le premier cas, il précise la date à laquelle le passif déclaré deviendra définitif. A cette date, il envoie la liste du passif vérifié et définitivement arrêté.

2. Modalités pratiques de vérification des créances déclarées

Le présent accord organise les modalités pratiques de la vérification opérée par chaque syndic :

► Une vérification indépendante :

- chaque syndic vérifie le *quantum* et la forme des créances déclarées directement entre ses mains conformément aux articles 4.2.h et 28 du Règlement.

- la vérification s'opère de façon indépendante conformément à la réglementation nationale applicable à chacune des procédures d'insolvabilité.

► Une vérification qui tient compte de la dimension européenne des procédures d'insolvabilité en cause : le présent accord fait obligation à chacun des syndics de vérifier, pour chacune des créances admises, si celle-ci ne fait pas l'objet d'une double déclaration par application de l'article 32 du Règlement.

- chaque syndic vérifie, pour chacune des créances admises, si celle-ci ne fait pas

► Il presente accordo organizza le modalità pratiche di attuazione delle dichiarazioni incrociate:

- Ciascun curatore conserva il dettaglio delle dichiarazioni che ha ricevuto. Diversamente, egli indirizzerà, su specifica richiesta dell/degli altro/i curatore, il dettaglio delle dichiarazioni di cui questo/i ultimo/i intendono ottenere comunicazione dettagliata.

- Ciascun curatore si limita ad indirizzare agli altri curatori una lista in cui si ricapitolano i crediti dichiarati nella sua procedura. Questa lista è enumerativa, e di ciascun creditore che vi figura debbono comparire l'indirizzo, la somma ammessa e la natura del credito dichiarato, oltre alle eventuali garanzie e agli altri privilegi che lo assistono.

- Ciascun curatore precisa, inderogabilmente, se questa lista è quella solo di un passivo dichiarato o se invece questa lista è quella di un passivo verificato e accertato definitivamente. Nel primo caso, egli precisa la data in cui il passivo dichiarato diverrà definitivo. In tale data, egli invierà la lista del passivo verificato e definitivamente accertato.

2. Modalità pratiche della verifica dei crediti dichiarati

Il presente accordo stabilisce le modalità della verifica operata da ogni curatore:

► Una verifica indipendente:

- Ciascun curatore verifica il *quantum* e la forma dei crediti dichiarati direttamente a lui, conformemente agli articoli 4.2.h e 28 del Regolamento.

- La verifica si opera in maniera indipendente, conformemente alla regolamentazione nazionale, applicabile a ciascuna delle procedure d'insolvenza.

l'objet d'une double déclaration.

- cette vérification sera faite par chaque syndic au moyen de la liste énumérative des créanciers qui doit accompagner la production de l'autre syndic.

- chaque créance déclarée en doublon par le syndic étranger par application de l'article 32.2 du Règlement d'une part et par le créancier lui-même par application de l'article 32.1 du Règlement d'autre part, ne pourra être portée qu'une seule fois au passif de chaque procédure d'insolvabilité. Chaque syndic s'assurera ainsi qu'il ne colloquera pas plusieurs fois un créancier pour la même créance dans la procédure d'insolvabilité dont il a la charge.

C. Modalités de prise en charge des frais de justice

► L'article 30 du règlement envisage seulement l'hypothèse dans laquelle l'ouverture de la procédure secondaire d'insolvabilité est conditionnée par l'existence préalable d'une masse d'actif suffisante pour couvrir en tout ou en partie les frais et dépens de ladite procédure.

► Lorsque la procédure secondaire est tout de même ouverte sans que soit respectée cette exigence préalable de couverture financière, le présent accord prévoit que le syndic de la procédure principale, si il est à l'origine de l'ouverture de la procédure secondaire conformément à l'article 29 du Règlement et si les actifs de la procédure principale le permettent, payera comme dette de masse tous les frais de justice et notamment les honoraires du syndic de la procédure secondaire.

La prise en charge de ces frais de justice présente toutefois un caractère subsidiaire pour le cas où la réalisation des actifs compris dans l'assiette de la procédure secondaire permettrait tout ou partie de cette prise en charge.

► Una verifica che tiene conto della dimensione europea delle procedure d'insolvenza in causa: il presente accordo pone ciascun curatore in obbligo di verificare, per ciascuno dei crediti ammessi, se questo non è oggetto di una doppia dichiarazione, come previsto dall'applicazione dell'art. 32 del Regolamento.

- Ogni curatore verifica, per ciascuno dei crediti ammessi, che questo non sia oggetto di una doppia dichiarazione.

- Tale verifica sarà fatta da ciascun curatore per mezzo della lista enumerativa dei creditori che deve corredare la produzione dell'altro curatore.

- Ciascun credito dichiarato in duplicazione dal curatore straniero, in applicazione dell'art. 32.2 del Regolamento, da una parte, e dal creditore stesso, dall'altra, non potrà essere ammesso al passivo di ogni procedura di insolvenza che una volta soltanto. Ciascun curatore si assicurerà, altresì, di non collocare più volte, nella procedura di insolvenza cui è incaricato, un creditore per lo stesso credito.

C. Modalità di addebito delle spese giudiziarie

► L'articolo 30 del Regolamento prevede soltanto l'ipotesi in cui l'apertura della procedura secondaria d'insolvenza è condizionata dall'esistenza di una massa attiva sufficiente a coprire in tutto o in parte le spese e gli oneri della suddetta procedura.

► Quando la procedura secondaria viene aperta senza che sia rispettata quest'esigenza preliminare di copertura finanziaria, il presente accordo prevede che il curatore della procedura principale, se ha chiesto lui l'apertura della procedura secondaria, ai sensi dell'articolo 29 del Regolamento, e se l'attivo della procedura principale lo permette, paghi come debito di massa

DEUXIEME PARTIE :

MODALITES PRATIQUES DE TRAITEMENT DES ELEMENTS D'ACTIF

A. Le traitement de la réalisation des actifs dans le temps

1. La préparation de la cession par la coordination des procédures entre elles

► Conformément à l'article 31.3 du Règlement, le syndic de la procédure secondaire doit permettre au syndic de la procédure principale de présenter en temps utile des propositions relatives à la liquidation ou à toute utilisation des actifs de la procédure secondaire.

L'article 33.1 du Règlement prévoit la faculté pour le syndic de la procédure principale de solliciter du tribunal ayant ouvert la procédure secondaire la suspension pour une durée de trois mois renouvelable des opérations de liquidation conduites dans le cadre de la procédure secondaire.

► Le présent accord prévoit un corps de règles destiné à favoriser le meilleur mode de réalisation des actifs de la procédure secondaire et précise ainsi les modalités de communication et de coopération entre les syndics :

a/ Règles générales de coopération entre les syndics :

► Quelle que soit la forme que revêtent les procédures principale et secondaire, les dispositions générales suivantes sont arrêtées :

- chaque syndic doit établir individuellement, avant toute exécution forcée, la liste des actifs entrant dans le périmètre de la procédure dont il a la charge.

tutte le spese giudiziarie e, specificamente, gli onorari del curatore della procedura secondaria.

L'addebito di tali spese giudiziarie presenta, tuttavia, un carattere sussidiario nel caso in cui la liquidazione dell'attivo compreso nell'ambito della procedura secondaria, permetta, in tutto o in parte tale addebito.

SECONDA PARTE:

MODALITÀ PRATICHE DI TRATTAMENTO DELL'ATTIVO.

A. Il trattamento della realizzazione dell'attivo nel tempo.

1. La preparazione del trasferimento mediante il coordinamento delle procedure fra loro.

► Conformemente all'art. 31.3 del Regolamento, il curatore della procedura secondaria deve permettere al curatore della procedura principale di presentare, in tempo utile, delle proposte relative alla liquidazione o a qualsiasi utilizzo dell'attivo della procedura secondaria.

L'articolo 33.1 del Regolamento prevede la facoltà, per il curatore della procedura principale, di richiedere al tribunale che ha aperto la procedura secondaria la sospensione, per una durata di 3 mesi rinnovabili, delle operazioni di liquidazione condotte nell'ambito della procedura secondaria.

► Il presente accordo prevede un insieme di regole destinato a favorire il miglior modo di realizzazione degli attivi della procedura secondaria e precisa, altresì, le modalità di comunicazione e di cooperazione fra i curatori:

a/ Regole generali di cooperazione fra i curatori

- cette liste est communiquée aux autres syndics.
- pour favoriser le meilleur mode de réalisation des actifs de la procédure secondaire, le syndic de la procédure principale renonce à solliciter, pour une période de trois mois à compter du prononcé du jugement d'ouverture de la procédure secondaire, la suspension des opérations de liquidation de la procédure secondaire. Une prorogation de ce délai peut être décidée d'un commun accord entre les syndics.
- En contrepartie, et toujours pour permettre à une éventuelle cession globale d'actifs, le syndic de la procédure secondaire s'engage à ne pas procéder dans ce même délai de trois mois (renouvelable) à la réalisation forcée des actifs entrant dans le périmètre de la procédure secondaire.
- Si la réalisation de ces actifs devait s'imposer au syndic de la procédure secondaire avant l'expiration de ce délai de trois mois (renouvelable), celui-ci doit avertir son homologue de la procédure principale afin que ce dernier puisse, le cas échéant, solliciter la suspension des opérations de liquidation par application de l'article 33 du Règlement.

► Le présent accord précise également le calendrier pour l'établissement et la communication de l'inventaire :

- le syndic de la procédure secondaire dispose d'un délai de deux mois à compter du prononcé du jugement d'ouverture de la procédure secondaire pour communiquer au syndic de la procédure principale la liste des actifs inventoriés par ses soins.

- dans un délai d'un mois à compter de la réception de cette liste, le syndic de la procédure principale doit soumettre à son homologue de la procédure secondaire ses propositions de réalisation des actifs en question et solliciter son avis, étant précisé que la cession des actifs compris dans le périmètre de la

► Qualunque sia la forma che rivestono le procedure principali e secondarie, si applicano le seguenti disposizioni generali:

- Ciascun curatore deve stabilire individualmente, prima di qualunque esecuzione forzata, la lista degli attivi che rientrano nell'ambito di applicazione della procedura di cui è incaricato.
- Tale lista è comunicata agli altri curatori.
- Per favorire il miglior modo di realizzazione dell'attivo della procedura secondaria, il curatore della procedura principale rinuncia a chiedere, per un periodo di tre mesi a decorrere dalla pronuncia della decisione di apertura della procedura secondaria, la sospensione delle operazioni di liquidazione della procedura secondaria. Una proroga di questo periodo può essere decisa, di comune accordo tra i curatori.
- Per contro, e sempre per permettere un'eventuale trasferimento integrale dell'attivo, il curatore della procedura secondaria si impegna a non procedere, durante questo stesso periodo di tre mesi (rinnovabili), alla realizzazione forzata (o esecuzione forzata) dell'attivo che rientra nell'ambito di competenza della procedura secondaria.

- Se la realizzazione di questo attivo dovesse imporsi, al curatore della procedura secondaria, prima della decisione di sospensione di tre mesi (rinnovabili), questi deve avvertire il suo omologo della procedura principale affinché quest'ultimo possa, altrimenti, chiedere la sospensione delle operazioni di liquidazione come previsto dall'art. 33 del Regolamento.

► Il presente accordo precisa anche il calendario per il compimento e la comunicazione dell'inventario:

- Il curatore della procedura secondaria ha a disposizione due mesi di tempo, a decorrere dalla pronuncia della decisione di apertura della

procédure secondaire s'opère, dans tous les cas, en application de la *lex fori concursus* de la procédure secondaire, conformément à l'article 28 du Règlement.

- à défaut d'accord, et sous réserve d'une éventuelle suspension de la procédure secondaire à la demande du syndic de la procédure principale par application de l'article 33 du Règlement, le syndic de la procédure secondaire réalise les actifs compris dans le périmètre de la procédure secondaire conformément à la législation locale applicable.

b/ Règles particulières de coopération entre les syndics en fonction du type de procédure :

Les règles particulières de coopération ci-après arrêtées s'ajoutent aux règles générales stipulées plus haut :

► Lorsque la procédure principale est une procédure d'insolvabilité tendant à l'adoption d'un plan de continuation, le syndic de la procédure principale :

- s'enquiert auprès du syndic de la procédure secondaire des modalités possibles de poursuite de l'activité et des voies de recours ouvertes sur le jugement d'ouverture dans le respect du droit applicable à la procédure secondaire.
- se rapproche du syndic de la procédure secondaire pour envisager avec lui dans quelle mesure une réformation du jugement d'ouverture de cette procédure pourrait être de nature à favoriser l'adoption d'un plan de continuation dans la seule procédure principale ou dans quelle mesure la procédure secondaire peut prévoir, si elle doit subsister, un apurement du passif du débiteur par un maintien de l'activité de ce dernier.
- si aucune de ces solutions n'est envisageable dans la procédure secondaire mais qu'un plan de continuation demeure malgré tout possible dans la procédure principale, les syndics s'engagent mutuellement à se conformer aux dispositions du B de la seconde partie du présent accord consacré au traitement de la

procedura secondaria, per comunicare al curatore della procedura principale la lista dei beni che egli stesso avrà avuto cura di inventariare.

- Entro un mese dalla ricezione di questa lista, il curatore della procedura principale deve sottoporre al suo omologo della procedura secondaria le sue proposte per la realizzazione dell'attivo in questione e sollecitare il suo parere, fermo restando che la cessione degli attivi compresi nell'ambito di competenza della procedura secondaria si attua, in ogni caso, come previsto dalla *lex fori concursus* della procedura secondaria, conformemente all'art. 28 del Regolamento.

- In mancanza di un accordo, e con riserva di un'eventuale sospensione della procedura secondaria, su richiesta del curatore della procedura principale, come previsto in applicazione dell'art. 33 del Regolamento, il curatore della procedura secondaria realizza l'attivo compreso nell'ambito di competenza della procedura secondaria conformemente alla legislazione locale applicabile.

b/ Regole particolari di cooperazione tra i curatori in funzione del tipo di procedura:

Le regole particolari di cooperazione fissate qui di seguito si aggiungono alle regole generali stipulate sopra:

► Quando la procedura principale è una procedura d'insolvenza tendente all'adozione di un piano di prosecuzione, il curatore della procedura principale:

- Si informa presso il curatore della procedura secondaria sulle modalità possibili di prosecuzione dell'attività e sulle possibilità di ricorso contro la decisione di apertura nel rispetto del diritto applicabile alla procedura secondaria.
- Si rapporta con il curatore della procedura secondaria per valutare con questi in che misura una riforma della decisione di apertura di tale procedura potrebbe essere atta a favorire l'adozione di un piano di prosecuzione, nella sola procedura principale; o in che misura la procedura secondaria potrebbe prevedere, se debba rimanere aperta, una verifica del passivo

distribution du produit des réalisations d'actifs.

► Lorsque la procédure principale est une procédure d'insolvabilité tendant à l'adoption d'un plan de cession, le syndic de la procédure principale :

- s'enquiert auprès du syndic de la procédure secondaire des modalités possibles de poursuite de l'activité dans le respect du droit applicable à la procédure secondaire.
- informe le syndic de la procédure secondaire, dès la désignation de ce dernier, du sort des actifs dépendant de la procédure principale dont il a la charge afin que, si une solution globale de reprise est envisageable, les actifs dépendants de l'une et de l'autre des deux procédures, puissent être affectés, dans chacune des procédures, principale et secondaire, au repreneur inscrivant son offre dans le cadre d'une reprise globale.

Plus particulièrement, le syndic de la procédure principale :

- informe le syndic de la procédure secondaire du calendrier fixé par le tribunal de la procédure principale pour parvenir à la cession des actifs du débiteur.
- invite le syndic de la procédure secondaire à l'audience du tribunal de procédure principale ayant vocation à décider du sort des actifs dépendants de la cette dernière.

Corrélativement, le syndic de la procédure secondaire quant à lui :

- informe le syndic de la procédure principale des modalités de cession des actifs dans le respect du droit applicable localement.
- informe le syndic de la procédure

del debitore, mediante un mantenimento dell'attività di quest'ultimo.

- Se nessuna di queste soluzioni è praticabile nella procedura secondaria, ma, ciò nonostante, un piano di continuazione rimane possibile, nella procedura principale, i curatori si impegnano mutualmente a conformarsi alle disposizioni di cui alla lettera B della seconda parte del presente accordo, dedicato al trattamento della distribuzione del prodotto delle realizzazioni di attivi.

► Quando la procedura principale è una procedura d'insolvenza tendente all'adozione di un piano di cessione, il curatore della procedura principale:

- Si informa presso il curatore della procedura secondaria sulle possibili modalità di prosecuzione dell'attività, nel rispetto del diritto applicabile alla procedura secondaria.
- Informa il curatore della procedura secondaria, da quando quest'ultimo è stato nominato, sulla destinazione dell'attivo dipendente dalla procedura principale di cui è incaricato affinché, se è praticabile una soluzione globale di ripresa, dell'attivo derivante sia dall'una, sia dall'altra procedura possa essere destinato, in ciascuna procedura, principale e la secondaria, a quell'offerente che insinua la propria offerta nel quadro di una ripresa globale.

Più in dettaglio, il curatore della procedura principale:

- Informa il curatore della procedura secondaria del calendario fissato dal tribunale della procedura principale per giungere alla cessione dell'attivo del debitore.
- Invita il curatore della procedura secondaria all'udienza del tribunale della procedura principale incaricato di decidere la destinazione dell'attivo dipendente da quest'ultima.

In parallelo, il curatore della procedura secondaria,

principale du calendrier fixé par le tribunal de la procédure secondaire pour parvenir à la cession des actifs locaux du débiteur.

- informe le syndic de la procédure principale des modalités de sauvegarde de l'emploi dans le respect du droit applicable localement.
- invite le syndic de la procédure principale à l'audience du tribunal de procédure secondaire ayant vocation à décider du sort des actifs dépendants de la cette dernière.
- s'engage à reconnaître comme créances utiles dans la procédure secondaire les créances ayant permis le financement de la procédure principale.

2. Le mode opératoire de cession des actifs

Le présent accord prévoit que les propositions qui seront éventuellement faites par le syndic de la procédure principale doivent être prises en considération mais ne s'imposent pas à la juridiction ayant ouverte la procédure secondaire qui demeure souverainement compétente pour décider du sort des actifs inclus dans l'assiette de ladite procédure :

- Pour le cas où le syndic de la procédure principale transmettrait au syndic de la procédure secondaire une proposition de cession globale incluant les actifs entrant dans le périmètre de la procédure secondaire, ce dernier la transmettra, assortie de son avis, à la juridiction de la procédure secondaire compétente pour autoriser ou ordonner la cession de ces actifs.

- Pour le cas où la proposition formulée par le syndic de la procédure principale recevrait l'agrément de la juridiction de la procédure secondaire compétente pour autoriser la cession des actifs inclus dans le périmètre de la procédure secondaire, cette dernière désignera le repreneur

da parte sua:

- Informa il curatore della procedura principale delle modalità di cessione dell'attivo nel rispetto del diritto applicabile.
- Informa il curatore della procedura principale del calendario fissato dal tribunale della procedura secondaria per giungere alla cessione dell'attivo del debitore in luogo.
- Informa il curatore della procedura principale sulle modalità di salvaguardia dell'occupazione nel rispetto del diritto applicabile nel luogo.
- Invita il curatore della procedura principale all'udienza del tribunale della procedura secondaria incaricato di decidere sulla destinazione dell'attivo dipendente da quest'ultima.
- Si impegna a riconoscere come crediti utili nella procedura secondaria quei crediti che hanno permesso il finanziamento della procedura principale.

2. Il modo operativo di trasferimento dell'attivo

Il presente accordo prevede che le proposte eventualmente fatte dal curatore della procedura principale debbano essere prese in considerazione, ma senza che si impongano alla giurisdizione che ha aperto la procedura secondaria, la quale resta competente in via esclusiva a decidere la destinazione dell'attivo incluso nell'ambito della suddetta procedura:

- Nel caso in cui il curatore della procedura principale trasmetta al curatore della procedura secondaria una proposta di trasferimento globale comprendente l'attivo che rientra nell'ambito di competenza della procedura secondaria, quest'ultimo la trasmetterà, completa del proprio parere, alla giurisdizione della procedura secondaria competente nell'autorizzare o ordinare la cessione di questi attivi.

- Nel caso in cui la proposta formulata dal

retenu dans le cadre de la procédure principale.

- Les actes de cession de ces actifs seront passés par le syndic de la procédure secondaire conformément à sa législation, seule applicable.

B. Le traitement de la distribution du produit des réalisations d'actifs

► L'article 20.2 du Règlement est soucieux de préserver un traitement égal par catégorie de créanciers en excluant le créancier, qui a obtenu un dividende dans l'une des procédures d'insolvabilité, des répartitions faites dans le cadre d'une autre procédure lorsque des créanciers de même rang ou de même catégorie que lui n'ont pas obtenu, dans cette autre procédure, un dividende équivalent.

Il ressort par ailleurs des articles 4.2 et 28 du Règlement que les opérations de distribution du produit des réalisations des actifs inclus dans le périmètre de la procédure secondaire sont régies par la *lex concursus* de cette procédure.

► Le présent accord prévoit à cet égard que le produit de la réalisation des actifs inclus dans le périmètre de la procédure secondaire sera versé, y compris en cas de cession globale, entre les mains du syndic de la procédure secondaire en vue de sa répartition entre les créanciers admis au passif de cette procédure.

Pour éviter le risque, induit par la pluralité des procédures d'insolvabilité, de colloquer un créancier pour un montant supérieur à sa créance, le présent accord prévoit un double dispositif de contrôle :

- en amont tout d'abord, c'est-à-dire avant toute répartition, le projet de répartition sur le fondement duquel chaque syndic compte procéder au versement des dividendes est

curatore della procedura principale ricevesse l'approvazione della giurisdizione secondaria competente nell'autorizzare il trasferimento dell'attivo incluso nel ambito di competenza della procedura secondaria, quest'ultima designerà l'offerente individuandolo nel quadro della procedura principale.

- Gli atti di trasferimento di tale attivo saranno stipulati dal curatore della procedura secondaria, conformemente alla sua legislazione, l'unica applicabile.

B. Il trattamento della distribuzione del ricavato della realizzazione dell'attivo

► L'articolo 20.2 del Regolamento è volto a garantire un trattamento uguale per categoria di creditori, fatta eccezione per il creditore che abbia ottenuto un risultato in una delle procedure, allorquando alcuni creditori di stesso rango o di una stessa categoria non avranno ottenuto, in quest'altra procedura, un risultato equivalente.

D'altra parte, risulta dagli articoli 4.2 e 28 del Regolamento, che le operazioni di distribuzione del prodotto delle realizzazioni dell'attivo incluso nell'ambito di competenza della procedura secondaria sono regolati dalla *lex concursus* di questa procedura.

► Il presente accordo prevede che il prodotto della realizzazione degli attivi relativi alla procedura secondaria sia versato, anche in caso di trasferimento globale, al curatore della procedura secondaria, in vista della sua ripartizione tra i creditori ammessi al passivo di tale procedura.

Per evitare il rischio, indotto dalla pluralità di procedure d'insolvenza, di assegnare al creditore una somma superiore al suo credito, il presente accordo prevede un doppio dispositivo di controllo :

- A monte, innanzitutto, cioè prima di

communiqué à ses homologues des autres procédures qui feront connaître leur avis dans un délai de quinze jours à compter de la réception dudit projet. Sans réponse de leur part dans ce délai, le projet sera réputé avoir reçu agrément. Le syndic qui procédera à la répartition, imputera les éventuels paiements portés à sa connaissance par ses homologues étrangers.

- En aval ensuite, chaque syndic adresse obligatoirement aux syndicats des autres procédures (principale ou secondaires), après toute collocation, la liste énumérative des créanciers qui auront perçu un dividende. Cette liste indiquera le nom et l'adresse de chacun des créanciers colloqués, le montant et la nature de la créance admise ainsi que le montant du dividende versé.

qualsiasi riparto, il progetto di ripartizione sulla base del quale ogni curatore intende poi procedere alla ripartizione, è comunicato ai suoi omologhi delle altre procedure, i quali comunicheranno entro quindici giorni a decorrere dalla ricezione del suddetto progetto. In caso di mancata risposta entro detto termine, il progetto sarà ritenuto approvato. Il curatore che procederà al riparto imputerà eventuali pagamenti portati a sua conoscenza dai suoi omologhi stranieri.

- A valle, successivamente, ciascun curatore indirizza obbligatoriamente ai curatori delle altre procedure (principali o secondarie), dopo ogni ripartizione, la lista enumerativa dei creditori che percepiranno un riparto. Questa lista indicherà il nome e l'indirizzo di ciascuno dei creditori inseriti nel progetto di ripartizione, la somma e la natura del credito ammesso, come anche l'ammontare della somma versata a titolo di riparto.

AGREEMENT

- The French National Council of Court-Appointed Administrators and Court-Appointed Receivers (*Conseil National des Administrateurs Judiciaires et des Mandataires Judiciaires* or CNAJMJ), represented by

- the Consiglio Nazionale Forense (CNF), represented by

- The Consiglio Nazionale dei Dottori Commercialisti e degli Esperti Contabili (CNDCEC), represented by

Have agreed to approve the content of the Code of Best Practice for liquidators of main and secondary insolvency proceedings, within the meaning of the provisions of Council Regulation (EC) No. 1346/2000 of 29 May 2000, proposing the implementation of certain practices for the effective coordination of main and secondary insolvency proceedings of which they have conduct.

Preamble

In view of

ACCORDO

tra

- il Conseil National des Administrateurs Judiciaires et des Mandataires Judiciaires (CNAJMJ), in persona di

- il Consiglio Nazionale Forense (CNF), in persona di

- il Consiglio Nazionale dei Dottori Commercialisti e degli Esperti Contabili (CNDCEC), in persona di

avente ad oggetto

l'approvazione di un Codice di Comportamento dei curatori delle procedure principali e secondarie di insolvenza, di cui al Regolamento (CE) n. 1346/2000 del Consiglio del 29 maggio 2000, finalizzato alla definizione di talune procedure operative che consentano il coordinamento effettivo delle procedure principali e secondarie di insolvenza di cui gli stessi sono incaricati.

Preambolo

Le Parti firmatarie del presente Accordo
preso atto

- The provisions of Council Regulation (EC) No. 1346/2000 of 29 May 2000 (hereinafter referred to as the *Regulation*);
- delle disposizioni di cui al Regolamento (CE) n. 1346/2000 del Consiglio del 29 maggio 2000 (di seguito il *Regolamento*);

Whereas

preso atto altresì

- An audit of the liabilities or the realisation of assets cannot be satisfactorily carried out without coordination between ongoing proceedings, through close cooperation between the liquidators by means of an appropriate mutual exchange of information;
- della circostanza secondo cui le procedure principali e secondarie di insolvenza possono contribuire ad un efficace accertamento del passivo attraverso il procedimento della insinuazione dei crediti e di liquidazione dell'attivo soltanto se è effettuato un coordinamento tra tutte le procedure pendenti che presuppone una stretta collaborazione tra i diversi curatori, che comporta tra l'altro un sufficiente scambio di informazioni tra essi;

Whereas, they deem it appropriate to:

ravvisata

Define and set forth, in a Best Practice Guide (hereinafter referred to as the *Guide*), the procedures for treatment of liabilities and realisation of assets of a debtor against whom insolvency proceedings have been brought simultaneously in more than one EU Member State. The appointed liquidators may refer to said *Guide* if they deem it appropriate and necessary in order to

l'opportunità di individuare, attraverso la predisposizione di un Codice di Comportamento (di seguito il *Codice*), le modalità pratiche di trattamento del passivo e degli elementi di attivo del debitore che sono oggetto di procedure di insolvenza aperte in concomitanza in diversi Paesi dell'Unione Europea alle quali i curatori interessati potranno fare riferimento, se lo riterranno utile ed opportuno per lo svolgimento della

perform their duties;

loro funzione;

The signatories to this Guide

Affirm

ritenuta

Their desire to abide by the general principles as laid down in the *Regulation*, which consist, in particular of:

- mutual trust between professionals;
- compliance with the duty to cooperate and communicate information as defined in Article 31 of the *Regulation*;
- the subordination of secondary insolvency proceedings relative to the main proceedings;

L'opportunità di ribadire il necessario rispetto dei principi generali dettati in materia dal *Regolamento* e che consistono:

- nella reciproca fiducia;
- nel rispetto del dovere di informazione e di cooperazione così come definito dall'art. 31 del *Regolamento*;
- nella subordinazione relativa della procedura secondaria di insolvenza alla procedura principale;

Affirm

ritenuta altresì

The principle of subordination of the best practice rules stated in the *Guide* to the relevant Community and national rules, which, in all cases, must be interpreted in a manner that is consistent

la necessità di chiarire che le regole di comportamento contenute nel *Codice* sono necessariamente subordinate alle norme comunitarie e nazionali applicabili in materia

with the relevant Community and national regulations;

Whereas

They deem it appropriate to allow professional institutions and organisations that represent said liquidators performing this role in EU Member States, to sign up to this *Guide*.

Agree to adopt the
BEST PRACTICE CODE

Designed to facilitate cooperation between liquidators in main and secondary insolvency proceedings.

1. This *Guide* outlines the procedures for treatment of liabilities (first part) and realisation of assets (second part) of a debtor against whom main insolvency proceedings and at least one set of secondary insolvency proceedings have been brought simultaneously in more than one EU Member State;
2. The *Guide*, expressly refers to the definitions in Article 2 of the *Regulation*;
3. The content of the *Guide* is as follows.

che prevalgono conseguentemente sulle disposizioni del *Codice*, le quali debbono nel dubbio essere interpretate in modo coerente con la disciplina comunitaria e nazionale applicabile alla fattispecie;

ravvisata infine

l'opportunità che l'adesione al presente Accordo sia aperta a tutti gli enti e le organizzazioni professionali ai quali siano iscritti i curatori che esercitano tale funzione nell'ambito dei Paesi membri dell'Unione Europea

hanno adottato il seguente

CODICE DI COMPORTAMENTO

finalizzato alla cooperazione tra curatori di procedure principali e secondarie di insolvenza.

1. Il presente *Codice* prevede la definizione delle modalità pratiche di trattamento del passivo (prima parte) e degli elementi di attivo (seconda parte) del debitore che sono oggetto di procedure di insolvenza aperte in concomitanza in diversi Paesi dell'Unione Europea;
2. Ai fini del presente *Codice* valgono le definizioni di cui all'art. 2 del *Regolamento*;
3. Il contenuto del *Codice* è il seguente.

PLAN

FIRST SECTION: PROCEDURES FOR TREATMENT OF LIABILITIES

A. Procedures for individually informing creditors

1. Notices sent directly to creditors
2. Notices sent directly to the other liquidators

B. Procedures for treatment of claims lodged

1. Procedures for organising crossed claims
2. Procedures for verification of claims lodged

C. Procedures for payment of legal costs

SECOND SECTION:

PROCEDURES FOR TREATMENT OF ASSETS

A. The treatment of the realisation of assets over time

1. Preparation of the sale by the co-ordination of the various proceedings
 - a) General rules of co-operation between liquidators
 - b) Special rules of co-operation between liquidators depending on the type of proceedings

PIANO

PRIMA PARTE: MODALITÀ PRATICHE DI TRATTAMENTO DEL PASSIVO

A. Modalità pratiche di trattamento degli inviti a dichiarare

1. Avvertimenti inviati direttamente ai creditori
2. Avvertimenti inviati direttamente agli altri curatori

B. Modalità pratiche di trattamento delle dichiarazioni di credito

1. Modalità pratiche di attuazione delle dichiarazioni incrociate
2. Modalità pratiche di verifica dei crediti dichiarati

C. Modalità di addebito delle spese giudiziarie

SECONDA PARTE:

MODALITÀ PRATICHE DI TRATTAMENTO DELL'ATTIVO

A. Il trattamento della realizzazione dell'attivo nel tempo.

1. La preparazione del trasferimento mediante il coordinamento delle procedure tra loro.
 - a) Regole generali di cooperazione tra i curatori
 - b) Regole particolari di cooperazione tra i curatori in funzione del tipo di procedura

2. Procedure for the sale of assets

B. Treatment of the distribution of the proceeds generated from the realisation of assets

FIRST SECTION: PROCEDURES FOR TREATMENT OF LIABILITIES

A. Procedures for treatment of notices to lodge claims

1. Notices sent directly to creditors

► In order to implement article 32.1 of the Rules, to wit, that any creditor may lodge its claim in the main proceedings and in any secondary proceedings, the debtor's creditors must first be informed.

► Form: the obligation to inform the creditors is governed by article 40.2 of the Regulation, a text which specifies the information that must be included in the individual notice to be lodged:

- The time limits to be observed
- The penalties provided for in the event a claim is not lodged or is lodged late
- The identity of the body or authority empowered to accept the lodgement of claims
- Indicate whether or not creditors whose claims are preferential or secured *in rem* need lodge their claims

► Scope: the liquidator in the insolvency proceedings shall immediately inform known creditors who have their habitual residences, domiciles or registered offices in the other Member States.

Unless otherwise specified in article 40.1 of the

2. Le modalità di trasferimento dell'attivo.

B. Il trattamento della distribuzione del ricavato della realizzazione dell'attivo

PRIMA PARTE: MODALITÀ PRATICHE DI TRATTAMENTO DEL PASSIVO

A. Modalità pratiche di trattamento degli inviti a dichiarare

1. Avvisi inviati direttamente ai creditori

► Al fine di permettere l'applicazione dell'articolo 32.1 del Regolamento, secondo il quale ogni creditore può insinuare il suo credito nella procedura principale e in qualsiasi procedura secondaria, è necessario prevedere un'informazione preliminare dei creditori del debitore.

► Forma: l'obbligo di informare i creditori è regolamentato dall'articolo 40.2 del Regolamento, testo che precisa il contenuto che deve rivestire l'invito individualizzato a dichiarare:

- I termini da rispettare,
- le sanzioni previste in caso di mancata dichiarazione o di dichiarazione tardiva,
- l'organo o l'autorità legittimati a ricevere l'insinuazione del credito,
- l'obbligo o il non obbligo imposto a creditori privilegiati di dichiarare.

Regulation, this guide provides for the following procedures for implementing article 40 of the Regulation:

- The liquidator in the main proceedings, insofar as it is directly in contact with the [company] manager and accounting department of the debtor, shall send a notice of claim to be lodged in compliance with the provisions of article 40 (2) of the Regulation to all creditors, without exception.
- This notice, provided in an individual notice, specifies the required formalities and the penalties provided for by the law applicable to the main proceedings.
- The liquidator in the secondary proceedings invites the local creditors – and only the local creditors – to lodge their claim in the secondary proceedings.
- In this guide, “local creditors” means the creditors known to the secondary establishment or subsidiary, including those with a possible foreign residence; the list thereof is provided to the liquidator in the secondary proceedings by the manager of said establishment or said subsidiary.

2. Notices sent directly to the other liquidators

► In order to implement article 32.2 of the Regulation, to wit, any liquidators in the main and any secondary proceedings may lodge in other proceedings claims which have already been lodged in the proceedings for which they were appointed, this guide provides that liquidators shall keep one another informed:

- The liquidator in the main proceedings shall send a notice to lodge a claim to the liquidators in the secondary proceedings so that they may lodge claims.
- The liquidators in the secondary proceedings shall also send a notice to lodge a claim to the liquidator in the main proceedings so that it may lodge all claims

► **Ambito di competenza:** il curatore di una procedura d'insolvenza deve informare senza ritardo i creditori conosciuti che hanno la residenza abituale, il domicilio o la sede in una altro Sato membro.

Senza le altre precisazioni dell'articolo 40.1 del Regolamento, il presente accordo prevede le seguenti modalità di applicazione dell'articolo 40 del Regolamento:

- Il curatore della procedura principale, nella misura in cui ha un contatto diretto con il dirigente e i servizi di contabilità del debitore, trasmette un invito a dichiarare, conforme alle disposizioni dell'articolo 40 (2) del Regolamento, a tutti i creditori, nessuno escluso.
- Questo invito ha la forma di una nota individualizzata, che precisa le formalità richieste e le sanzioni previste dalla legge applicabile alla procedura principale.
- Il curatore della procedura secondaria invita i creditori locali – e soltanto essi – a dichiarare il loro credito nella procedura secondaria.
- Per creditori locali, il presente guideo, intende i creditori conosciuti della sede secondaria o della filiale, ivi compresi coloro che risiedono eventualmente all'estero e di cui la lista è fornita al curatore della procedura secondaria dal responsabile di tale sede o di tale filiale.

2. Avvertimenti indirizzati direttamente

lodged in the main proceedings.

- The liquidators shall exchange the list of creditors to which a notice to lodge a claim has been sent in order to determine which of them received a notice from both liquidators.

B. Procedures for treatment of claims made

1. Procedures for organising crossed claims

► The Regulation provides for the possibility of lodging several and crossed notices of claims:

- under article 32.1, any creditor may lodge an individual claim in the main proceedings and in one or more secondary proceedings.

- under article 32.2, each liquidator may lodge claims for all liabilities claimed in other proceedings opened insofar as said lodgement is useful for the creditors that they represent.

► This guide structures the procedures for organising said crossed notices of claims:

- each liquidator shall keep the details of notices of claims that it received. Where applicable, it shall send, at the special request of the other liquidators(s), the details of notices of claims in respect of which the latter wish to obtain detailed information.

- each liquidator shall simply send the other liquidators a summary list of claims lodged in its proceedings. This list includes each creditor and, for each thereof, shows the address, amount accepted and the nature of the claim lodged, as well as any security interests and other preferential rights associated therewith.

- each liquidator must specify if said list

agli altri curatori

► Per permettere l'applicazione dell'articolo 32.2 del Regolamento, il quale stabilisce che ogni curatore principale o secondario può insinuare nelle altre procedure i crediti già insinuati nella procedura alla quale egli è stato preposto, il presente guideo prevede un'informazione reciproca dei curatori fra loro:

- Il curatore della procedura principale trasmette un invito a dichiarare ai curatori delle procedure secondarie, affinché questi possano compiere la loro dichiarazione.

- I curatori delle procedure secondarie, allo stesso modo, inviano al curatore della procedura principale un invito a dichiarare affinché questi possa procedere alla dichiarazione globale dei crediti insinuati nella procedura principale.

- I curatori si scambiano la lista dei creditori ai quali è stato inviato un invito a dichiarare al fine di identificare quali sono quelli che hanno ricevuto un avviso da parte dei due curatori.

B. Modalità pratiche di trattamento delle dichiarazioni dei crediti

1. Modalità pratiche di attuazione delle dichiarazioni incrociate.

► Il Regolamento prevede la possibilità di procedere con dichiarazioni multiple e incrociate:

- Ai sensi dell'art. 32.1, secondo il quale ogni creditore può insinuare, a titolo individuale, il suo credito nella procedura principale e/o nella/e procedure secondarie.

- Ai sensi dell'articolo 32.2, ogni curatore può insinuare in maniera globale il passivo a lui dichiarato nelle altre procedure aperte, nella misura in cui tale insinuazione di utilità per creditori che egli rappresenta.

only includes liabilities that have only been lodged or if said list includes liabilities that have been verified and admitted. In the first case, it shall specify the date on which the claimed liabilities will be admitted. It shall send the list of liabilities verified and admitted on said date.

2. Procedures for verifying claims made

This guide organises the verification procedures carried out by each liquidator:

► Independent verification:

- each liquidator verifies the amount and the form of claims made directly to it in accordance with articles 4.2.h and 28 of the Regulation.
- the verification shall be carried out independently in accordance with the national regulations applicable to each of the insolvency proceedings.

► A verification that takes account of the European dimension of the insolvency proceedings in question: this guide makes it mandatory for each of the liquidators to verify, for each of the claims admitted, whether it has been claimed twice under article 32 of the Regulation.

- each liquidator verifies, for each of the claims admitted, if it has not been claimed twice.
- each liquidator shall carry out said verification by means of the list of creditors that must accompany the lodgement made by the other liquidator.
- each claim made twice by the foreign liquidator under article 32.2 of the Regulation, on the one hand, and by the creditor itself under article 32.1 of the Regulation, on the other hand, may be posted once as liabilities in each insolvency

► Il presente guideo organizza le modalità pratiche di attuazione delle dichiarazioni incrociate:

- Ciascun curatore conserva il dettaglio delle dichiarazioni che ha ricevuto. Diversamente, egli indirizzerà, su specifica richiesta dell/degli altro/i curatore, il dettaglio delle dichiarazioni di cui questo/i ultimo/i intendono ottenere comunicazione dettagliata.
- Ciascun curatore si limita ad indirizzare agli altri curatori una lista in cui si ricapitolano i crediti dichiarati nella sua procedura. Questa lista è enumerativa, e di ciascun creditore che vi figura debbono comparire l'indirizzo, la somma ammessa e la natura del credito dichiarato, oltre alle eventuali garanzie e agli altri privilegi che lo assistono.
- Ciascun curatore precisa, inderogabilmente, se questa lista è quella solo di un passivo dichiarato o se invece questa lista è quella di un passivo verificato e accertato definitivamente. Nel primo caso, egli precisa la data in cui il passivo dichiarato diverrà definitivo. In tale data, egli invierà la lista del passivo verificato e definitivamente accertato.

2. Modalità pratiche della verifica dei crediti dichiarati

Il presente guideo stabilisce le modalità della verifica operata da ogni curatore:

► Una verifica indipendente:

- Ciascun curatore verifica il *quantum* e la forma dei crediti dichiarati direttamente a lui, conformemente agli articoli 4.2.h e 28 del Regolamento.
- La verifica si opera in maniera indipendente, conformemente alla regolamentazione nazionale, applicabile a ciascuna delle procedure d'insolvenza.

proceedings. Each liquidator shall check in this way that it does not rank a creditor several times for the same claim in the insolvency proceedings that it is responsible for.

C. Procedures for paying legal costs

► Article 30 of the Regulation solely envisages the case where the opening of the secondary insolvency proceedings is dependent on the prior existence of sufficient assets to cover all or some of the costs and expenses of said proceedings.

► When the secondary proceedings are nevertheless opened without this prerequisite in relation to financial cover having been observed, this guide provides that the liquidator of the main proceedings, if it initiated the opening of the secondary proceedings in accordance with article 29 of the Regulations and if the assets of the main proceedings so permit, shall pay all legal costs and, notably, the fees of the liquidator of the secondary proceedings, as a debt intrinsic to the insolvency proceedings.

However, the payment of said legal costs is subsidiary in the event the realisation of assets in the secondary proceedings does not allow payment of all costs.

SECOND SECTION:

PROCEDURES FOR PROCESSING ASSETS

A. The processing of the realisation of assets over time

1. The preparation of the sale by the co-

► Una verifica che tiene conto della dimensione europea delle procedure d'insolvenza in causa: il presente guideo pone ciascun curatore in obbligo di verificare, per ciascuno dei crediti ammessi, se questo non è oggetto di una doppia dichiarazione, come previsto dall'applicazione dell'art. 32 del Regolamento.

- Ogni curatore verifica, per ciascuno dei crediti ammessi, che questo non sia oggetto di una doppia dichiarazione.
- Tale verifica sarà fatta da ciascun curatore per mezzo della lista enumerativa dei creditori che deve corredare la produzione dell'altro curatore.
- Ciascun credito dichiarato in duplicazione dal curatore straniero, in applicazione dell'art. 32.2 del Regolamento, da una parte, e dal creditore stesso, dall'altra, non potrà essere ammesso al passivo di ogni procedura di insolvenza che una volta soltanto. Ciascun curatore si assicurerà, altresì, di non collocare più volte, nella procedura di insolvenza cui è incaricato, un creditore per lo stesso credito.

C. Modalità di addebito delle spese giudiziarie

► L'articolo 30 del Regolamento prevede soltanto l'ipotesi in cui l'apertura della procedura secondaria d'insolvenza è condizionata dall'esistenza di una massa attiva sufficiente a coprire in tutto o in parte le spese e gli oneri della suddetta procedura.

► Quando la procedura secondaria viene aperta senza che sia rispettata quest'esigenza preliminare di copertura finanziaria, il presente guideo prevede che il curatore della procedura principale, se ha chiesto lui l'apertura della procedura secondaria, ai sensi dell'articolo 29 del Regolamento, e se l'attivo della procedura principale lo permette, paghi come debito di massa tutte le spese giudiziarie e,

ordination of procedures

► In accordance with article 31.3 of the Regulation, the liquidator of the secondary proceedings must allow the liquidator of the main proceedings to make proposals in due time relating to the liquidation or to any use of assets of the secondary proceedings.

Article 33.1 of the Regulation provides that the liquidator in the main proceedings may apply for a three-month suspension (which may be renewed) of liquidation proceedings conducted as part of the secondary proceedings before the court that opened the secondary proceedings.

► This guide sets out a body of rules that aims to optimise the realisation of the assets of the secondary proceedings and thus specifies the methods of communication and of co-operation between the liquidators:

a/ General rules of co-operation between the liquidators:

► Irrespective of the form of the main and secondary proceedings, the following general terms are drawn up:

- Each liquidator must separately, prior to any compulsory enforcement, draw up the list of assets within the scope of proceedings that it is responsible for.
- Said list is communicated to the other liquidators.
- To optimise the realisation of assets in the secondary proceedings, the liquidator in the main proceedings waives applying, for a three-month period as from the judgement that opens the secondary proceedings, for the suspension of liquidation proceedings of the secondary proceedings. This period may be extended by joint decision of the liquidators.
- In return, and again to allow a possible sale of all assets, the liquidator of the secondary proceedings undertakes, within said same three-month period (which may be

specificamente, gli onorari del curatore della procedura secondaria.

L'addebito di tali spese giudiziarie presenta, tuttavia, un carattere sussidiario nel caso in cui la liquidazione dell'attivo compreso nell'ambito della procedura secondaria, permetta, in tutto o in parte tale addebito.

SECONDA PARTE:

MODALITÀ PRATICHE DI TRATTAMENTO DELL'ATTIVO.

A. Il trattamento della realizzazione dell'attivo nel tempo.

1. La preparazione del trasferimento mediante il coordinamento delle procedure fra loro.

► Conforme all'art. 31.3 del Regolamento, il curatore della procedura secondaria deve permettere al curatore della procedura principale di presentare, in tempo utile, delle proposte relative alla liquidazione o a qualsiasi utilizzo dell'attivo della procedura secondaria.

L'articolo 33.1 del Regolamento prevede la facoltà, per il curatore della procedura principale, di richiedere al tribunale che ha aperto la procedura secondaria la sospensione, per una durata di 3 mesi rinnovabili, delle operazioni di liquidazione condotte nell'ambito della procedura secondaria.

► Il presente guideo prevede un insieme di regole destinato a favorire il miglior modo di realizzazione degli attivi della procedura secondaria e precisa, altresì, le modalità di comunicazione e di cooperazione fra i curatori:

a/ Regole generali di cooperazione fra i curatori

renewed), not to proceed with the compulsory realisation of assets in the secondary proceedings.

- If the liquidator of the secondary proceedings has to realise said assets prior to the expiry of said three-month period (which may be renewed), it must notify the liquidator of the main proceedings so that the latter may, where applicable, apply for the suspension of liquidation proceedings under article 33 of the Regulation.

► This guide also specifies the timetable for the preparation and communication of the inventory:

- the liquidator in the secondary proceedings has a two-month period as from the judgement that opens the secondary proceedings to provide the liquidator in the main proceedings with the list of assets that it has inventoried.

- within one month as from receipt of said list, the liquidator in the main proceedings must present its proposals relating to the realisation of the assets in question to the liquidator in the secondary proceedings and ask its opinion. It being specified that assets within the scope of the secondary proceedings are sold, in any event, pursuant to the *lex fori concursus* of the secondary proceedings, in accordance with article 28 of the Regulation.

- if there is no guide, and subject to a possible suspension of the secondary proceedings at the request of the liquidator in the main proceedings under article 33 of the Regulation, the liquidator in the secondary proceedings shall realise the assets within the scope of the secondary proceedings in accordance with the applicable local law.

b/ Special rules of co-operation between the liquidators depending on the type of proceedings:

The special rules of co-operation drawn up below shall apply in conjunction with the aforementioned general rules:

► When the main proceedings are insolvency proceedings that seek the adoption of a rescue plan,

► Qualunque sia la forma che rivestono le procedure principali e secondarie, si applicano le seguenti disposizioni generali:

- Ciascun curatore deve stabilire individualmente, prima di qualunque esecuzione forzata, la lista degli attivi che rientrano nell'ambito di applicazione della procedura di cui è incaricato.

- Tale lista è comunicata agli altri curatori.

- Per favorire il miglior modo di realizzazione dell'attivo della procedura secondaria, il curatore della procedura principale rinuncia a chiedere, per un periodo di tre mesi a decorrere dalla pronuncia della decisione di apertura della procedura secondaria, la sospensione delle operazioni di liquidazione della procedura secondaria. Una proroga di questo periodo può essere decisa, di comune accordo tra i curatori.

- Per contro, e sempre per permettere un'eventuale trasferimento integrale dell'attivo, il curatore della procedura secondaria si impegna a non procedere, durante questo stesso periodo di tre mesi (rinnovabili), alla realizzazione forzata (o esecuzione forzata) dell'attivo che rientra nell'ambito di competenza della procedura secondaria.

- Se la realizzazione di questo attivo dovesse imporsi, al curatore della procedura secondaria, prima della decisione di sospensione di tre mesi (rinnovabili), questi deve avvertire il suo omologo della procedura principale affinché quest'ultimo possa, altrimenti, chiedere la sospensione delle operazioni di liquidazione come previsto dall'art. 33 del Regolamento.

► Il presente guideo precisa anche il calendario per il compimento e la comunicazione dell'inventario:

- Il curatore della procedura secondaria ha a disposizione due mesi di tempo, a decorrere dalla pronuncia della decisione di apertura della procedura secondaria, per comunicare al curatore

the liquidator in the main proceedings:

- asks the liquidator in the secondary proceedings about the possible ways of continuing the business and appeals that may be made in relation to the judgement that opens the proceedings in compliance with the law applicable to the secondary proceedings.
- contacts the liquidator in the secondary proceedings to envisage to what extent a change in the judgement that opens said proceedings might favour the adoption of a rescue plan in the main proceedings alone or to what extent the secondary proceedings may provide, if there are to be such proceedings, a discharge of the debtor's liabilities through the continuation of its business.
- If none of said solutions can be envisaged in the secondary proceedings but a rescue plan is nevertheless possible, the liquidators undertake with regard to one another to comply with the provisions of B of the second section of this guide devoted to the processing of the distribution of the proceeds generated from the realisation of assets.

► When the main proceedings are insolvency proceedings that seek the adoption of a sale plan, the liquidator of the main proceedings:

- asks the liquidator in the secondary proceedings about the possible ways of continuing the business in compliance with the law applicable to the secondary proceedings.
- informs the liquidator in the main proceedings, as from its appointment, of how the assets in the main proceedings under its responsibility will be treated so that, if a global takeover solution can be envisaged, the assets in either of the two proceedings may be assigned, in each of the main and secondary proceedings, to the successor in business making an offer in the scope of a global takeover.

della procedura principale la lista dei beni che egli stesso avrà avuto cura di inventariare.

- Entro un mese dalla ricezione di questa lista, il curatore della procedura principale deve sottoporre al suo omologo della procedura secondaria le sue proposte per la realizzazione dell'attivo in questione e sollecitare il suo parere, fermo restando che la cessione degli attivi compresi nell'ambito di competenza della procedura secondaria si attua, in ogni caso, come previsto dalla *lex fori concursus* della procedura secondaria, conformemente all'art. 28 del Regolamento.

- In mancanza di un guideo, e con riserva di un'eventuale sospensione della procedura secondaria, su richiesta del curatore della procedura principale, come previsto in applicazione dell'art. 33 del Regolamento, il curatore della procedura secondaria realizza l'attivo compreso nell'ambito di competenza della procedura secondaria conformemente alla legislazione locale applicabile.

b/ Regole particolari di cooperazione tra i curatori in funzione del tipo di procedura:

Le regole particolari di cooperazione fissate qui di seguito si aggiungono alle regole generali stipulate sopra:

► Quando la procedura principale è una procedura d'insolvenza tendente all'adozione di un piano di prosecuzione, il curatore della procedura principale:

- Si informa presso il curatore della procedura secondaria sulle modalità possibili di prosecuzione dell'attività e sulle possibilità di ricorso contro la decisione di apertura nel rispetto del diritto applicabile alla procedura secondaria.
- Si rapporta con il curatore della procedura secondaria per valutare con questi in che misura una riforma della decisione di apertura di tale procedura potrebbe essere atta a favorire l'adozione di un piano di prosecuzione, nella sola procedura principale; o in che misura la procedura secondaria potrebbe prevedere, se debba rimanere aperta, una verifica del passivo del debitore, mediante un mantenimento

Especially, the liquidator in the main proceedings:

- shall inform the liquidator in the secondary proceedings of the timetable set by the court that entered a judgement opening the main proceedings to achieve the sale of the debtor's assets.
- shall invite the liquidator in the secondary proceedings to the hearing of the court that entered the judgement opening the main proceedings that decides on the treatment of the assets in said proceedings.

Likewise, the liquidator in the secondary proceedings:

- shall inform the liquidator in the main proceedings of the methods of selling the assets in compliance with the applicable local law.
- shall inform the liquidator in the main proceedings of the timetable set by the court that entered the judgement opening the secondary proceedings to complete the sale of the debtor's local assets.
- shall inform the liquidator in the main proceedings of the methods of protecting employment in compliance with the applicable local law.
- shall invite the liquidator in the main proceedings to the hearing of the court that entered the judgement opening the secondary proceedings that decides on the treatment of the assets in said proceedings.
- undertakes to recognise the claims used to finance the main proceedings as useful claims in the secondary proceedings.

2. Implementing the sale of assets

dell'attività di quest'ultimo.

- Se nessuna di queste soluzioni è praticabile nella procedura secondaria, ma, ciò nonostante, un piano di continuazione rimane possibile, nella procedura principale, i curatori si impegnano mutualmente a conformarsi alle disposizioni di cui alla lettera B della seconda parte del presente guideo, dedicato al trattamento della distribuzione del prodotto delle realizzazioni di attivi.

► Quando la procedura principale è una procedura d'insolvenza tendente all'adozione di un piano di cessione, il curatore della procedura principale:

- Si informa presso il curatore della procedura secondaria sulle possibili modalità di prosecuzione dell'attività, nel rispetto del diritto applicabile alla procedura secondaria.
- Informa il curatore della procedura secondaria, da quando quest'ultimo è stato nominato, sulla destinazione dell'attivo dipendente dalla procedura principale di cui è incaricato affinché, se è praticabile una soluzione globale di ripresa, dell'attivo derivante sia dall'una, sia dall'altra procedura possa essere destinato, in ciascuna procedura, principale e la secondaria, a quell'offerente che insinua la propria offerta nel quadro di una ripresa globale.

Più in dettaglio, il curatore della procedura principale:

- Informa il curatore della procedura secondaria del calendario fissato dal tribunale della procedura principale per giungere alla cessione dell'attivo del debitore.
- Invita il curatore della procedura secondaria all'udienza del tribunale della procedura principale incaricato di decidere la destinazione dell'attivo dipendente da quest'ultima.

In parallelo, il curatore della procedura secondaria,

This guide provides that any proposals made by the liquidator in the main proceedings must be taken into account by, but are not binding on, the court that opened the secondary proceedings, which is absolutely empowered to decide how the assets in said proceedings will be treated:

- In the event the liquidator in the main proceedings presents a proposal to sell all assets within the scope of the secondary proceedings to the liquidator in the secondary proceedings, the latter shall send it, together with its opinion, to the court that opened the secondary proceedings empowered to authorise or order the sale of said assets.
- In the event the proposal made by the liquidator in the main proceedings is approved by the court that opened the secondary proceedings empowered to authorise the sale of assets within the scope of the secondary proceedings, the successor in business to be taken into account is the successor in business designated in the scope of the main proceedings.
- The liquidator in the secondary proceedings shall sign agreements relating to the sale of said assets in compliance with the rules governing said proceedings - the sole rules applicable.

B. The treatment of the distribution of proceeds generated from the realisation of assets

► Article 20.2 of the Regulation aims to maintain equal treatment per category of creditors, by excluding creditors that were paid a sum in one of the insolvency proceedings, from distributions made in other proceedings when the creditors of the same rank or category as itself have not been paid, in said other proceedings, an equivalent sum.

Moreover, Articles 4.2 and 28 of the Regulation provide that distributions of the proceeds generated

da parte sua:

- Informa il curatore della procedura principale delle modalità di cessione dell'attivo nel rispetto del diritto applicabile.
- Informa il curatore della procedura principale del calendario fissato dal tribunale della procedura secondaria per giungere alla cessione dell'attivo del debitore in luogo.
- Informa il curatore della procedura principale sulle modalità di salvaguardia dell'occupazione nel rispetto del diritto applicabile nel luogo.
- Invita il curatore della procedura principale all'udienza del tribunale della procedura secondaria incaricato di decidere sulla destinazione dell'attivo dipendente da quest'ultima.
- Si impegna a riconoscere come crediti utili nella procedura secondaria quei crediti che hanno permesso il finanziamento della procedura principale.

2. Il modo operativo di trasferimento dell'attivo

Il presente guideo prevede che le proposte eventualmente fatte dal curatore della procedura principale debbano essere prese in considerazione, ma senza che si impongano alla giurisdizione che ha aperto la procedura secondaria, la quale resta competente in via esclusiva a decidere la destinazione dell'attivo incluso nell'ambito della suddetta procedura:

- Nel caso in cui il curatore della procedura principale trasmetta al curatore della procedura secondaria una proposta di trasferimento globale comprendente l'attivo che rientra nell'ambito di competenza della procedura secondaria, quest'ultimo la trasmetterà, completa del proprio parere, alla giurisdizione della procedura secondaria competente nell'autorizzare o ordinare la cessione di questi attivi.
- Nel caso in cui la proposta formulata dal

from the realisation of assets included in the scope of the secondary proceedings are governed by the *lex concursus* of said proceedings.

► This guide provides in this regard that the proceeds generated from the realisation of assets included in the secondary proceedings shall be paid, including in the event all assets are sold, to the liquidator in the secondary proceedings so that it may be distributed between the creditors whose claims have been posted as liabilities in said proceedings.

To avoid the risk, brought about by multiple insolvency proceedings, of a creditor being ranked (collocation) for an amount in excess of its claim, the guide provides for a dual control mechanism

- initially, *i.e.*, before any distribution, the planned distribution on the basis of which each liquidator intends paying any sums is communicated to the liquidators in the other proceedings who shall notify their opinions within a fifteen day period as from the receipt of said plan. If they fail to reply within said period, the plan shall be deemed to have been accepted. The liquidator making the distribution shall charge any payments that the foreign liquidators notify to it.
- subsequently, each liquidator must send the liquidators of the other proceedings (main or secondary), after any ranking, the list of creditors that were paid a sum. Said list shall mention the name and address of each of the creditors according to ranking, the amount and nature of the claim accepted as well as the amount paid.

curatore della procedura principale ricevesse l'approvazione della giurisdizione secondaria competente nell'autorizzare il trasferimento dell'attivo incluso nel ambito di competenza della procedura secondaria, quest'ultima designerà l'offerente individuandolo nel quadro della procedura principale.

- Gli atti di trasferimento di tale attivo saranno stipulati dal curatore della procedura secondaria, conformemente alla sua legislazione, l'unica applicabile.

B. Il trattamento della distribuzione del ricavato della realizzazione dell'attivo

► L'articolo 20.2 del Regolamento è volto a garantire un trattamento uguale per categoria di creditori, fatta eccezione per il creditore che abbia ottenuto un risultato in una delle procedure, allorquando alcuni creditori di stesso rango o di una stessa categoria non avranno ottenuto, in quest'altra procedura, un risultato equivalente.

D'altra parte, risulta dagli articoli 4.2 e 28 del Regolamento, che le operazioni di distribuzione del prodotto delle realizzazioni dell'attivo incluso nell'ambito di competenza della procedura secondaria sono regolati dalla *lex concursus* di questa procedura.

► Il presente guideo prevede che il prodotto della realizzazione degli attivi relativi alla procedura secondaria sia versato, anche in caso di trasferimento globale, al curatore della procedura secondaria, in vista della sua ripartizione tra i creditori ammessi al passivo di tale procedura.

Per evitare il rischio, indotto dalla pluralità di procedure d'insolvenza, di assegnare al creditore una somma superiore al suo credito, il presente guideo prevede un doppio dispositivo di controllo :

- A monte, innanzitutto, cioè prima di qualsiasi riparto, il progetto di ripartizione

sulla base del quale ogni curatore intende poi procedere alla ripartizione, è comunicato ai suoi omologhi delle altre procedure, i quali comunicheranno entro quindici giorni a decorrere dalla ricezione del suddetto progetto. In caso di mancata risposta entro detto termine, il progetto sarà ritenuto approvato. Il curatore che procederà al riparto imputerà eventuali pagamenti portati a sua conoscenza dai suoi omologhi stranieri.

- A valle, successivamente, ciascun curatore indirizza obbligatoriamente ai curatori delle altre procedure (principali o secondarie), dopo ogni ripartizione, la lista enumerativa dei creditori che percepiranno un riparto. Questa lista indicherà il nome e l'indirizzo di ciascuno dei creditori inseriti nel progetto di ripartizione, la somma e la natura del credito ammesso, come anche l'ammontare della somma versata a titolo di riparto.